

Évaluation ex-ante

Références

COM(2011) 615 (Règlement commun) portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche relevant du Cadre stratégique commun, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen et au Fonds de cohésion, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006]

Article 48

précise la fonction de l'évaluation ex ante :

«1. Les États membres effectuent des évaluations ex ante dans le but d'améliorer la qualité de la conception de chaque programme.

2. Les évaluations ex ante sont effectuées sous la responsabilité de l'autorité chargée de l'élaboration des programmes. Elles sont soumises à la Commission en même temps que le programme et assorties d'un résumé. Les règles spécifiques des Fonds peuvent fixer des seuils en dessous desquels l'évaluation ex ante peut être combinée avec l'évaluation d'un autre programme.

3. Les évaluations ex ante examinent:

(a) la contribution à la stratégie de l'Union pour une croissance intelligente, durable et inclusive, eu égard aux objectifs et priorités thématiques choisis et compte tenu des besoins nationaux et régionaux;

(b) la cohérence interne de l'activité ou du programme proposé et ses rapports avec les autres instruments concernés;

(c) la cohérence entre les ressources budgétaires allouées et les objectifs du programme;

(d) la cohérence entre, d'une part, les objectifs thématiques choisis, les priorités et les objectifs correspondants des programmes et, d'autre part, le cadre stratégique commun, le contrat de partenariat et les recommandations adressées spécifiquement à chaque pays en vertu de l'article 121, paragraphe 2, du traité et les recommandations du Conseil adoptées en vertu de l'article 148, paragraphe 4, du traité;

(e) la pertinence et la clarté des indicateurs proposés pour le programme;

(f) la manière dont les réalisations prévues contribueront aux résultats;

(g) si les valeurs cibles quantifiées sont réalistes, eu égard à l'intervention envisagée des Fonds relevant du CSC;

(h) la justification de la forme de soutien proposée;

(i) le caractère satisfaisant des ressources humaines et des capacités administratives de gestion du programme;

(j) la qualité des procédures de suivi du programme et de collecte des données nécessaires à la

réalisation des évaluations;

(k) la validité des étapes choisies pour le cadre de performance;

(l) la pertinence des mesures prévues pour promouvoir l'égalité des chances entre les hommes et les femmes et prévenir la discrimination;

(m) la pertinence des mesures prévues pour promouvoir le développement durable.

4. L'évaluation ex ante intègre, s'il y a lieu, les exigences en matière d'évaluation environnementale stratégique définies en application de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.»

COM(2011) 627 final/2

Proposition de règlement relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader)

Article 84

Évaluation ex ante

Les États membres veillent à ce que l'évaluateur ex ante participe à un stade précoce au processus d'élaboration du programme de développement rural, et notamment à la mise au point de l'analyse visée à l'article 9, paragraphe 1, point b), à la conception de la logique d'intervention du programme et à la définition des objectifs du programme.

Guide de l'évaluation ex-ante 2014-2020, juin 2012

Réseau des experts de l'évaluation

Les étapes essentielles de l'élaboration de l'évaluation ex-ante et de l'évaluation stratégique environnementale

1- Première étape : état des lieux, analyse SWOT et évaluation des besoins ;

2- Deuxième étape : élaboration de la logique d'intervention du programme comprenant les dotations budgétaires, la définition des cibles et le cadre de performance ;

3- Finalisation du programme - mode de gestion, système de prestation, intégration des résultats de l'évaluation ex-ante

Financement de l'évaluation ex-ante

Éligibilité des coûts de préparation, y compris ceux de l'évaluation ex-ante, pour la période de programmation 2014-2020 dans le cadre de l'assistance technique des PDR 2007-2013

Le règlement CE n° 1698/2005, ne prévoit pas en principe, le financement des coûts de préparation pour la période de programmation 2014-2020 par les PDR 2007-2013.

Cependant, et exceptionnellement, ces coûts de préparation, y compris ceux de l'évaluation ex-ante, pourront être financés à partir de l'enveloppe d'assistance technique sur la base du règlement CE n° 1698/2005, s'il peut être établi un lien réel entre ces activités de préparation et les activités des programmes de développement rural en cours, justifiant ainsi la continuité de la politique menée y compris par rapport à l'assistance technique.

La possibilité de financer ces activités préparatoires à la période de programmation 2014-2020 doit être prévue dans chacun des programmes de développement rural.

Cas des évaluations plurifonds

Ce cas n'a manifestement pas été pris en compte par la DGAGRI lors de la rédaction de ses lignes directrices pour l'évaluation ex-ante, cependant de nos échanges il ressort qu'en cas d'évaluation plurifonds les exigences de chaque fonds en matière d'évaluation doivent être prises en compte.

Il y a lieu de rappeler ici que le principe même de la programmation tel qu'il est développé par la Commission pour cette programmation implique qu'il doit être possible d'établir une "filiation" entre la mesure choisie par l'autorité de gestion, l'analyse AFOM et la définition des besoins ainsi que la logique d'action qui en découle. Autrement dit il sera difficile de justifier le choix d'une mesure à partir d'une analyse AFOM qui n'aurait pas suffisamment pris en compte les besoins relatifs à la programmation de FEADER, parce qu'elle aurait été réalisée par une approche globale des fonds.

Il est en revanche très utile de prévoir dans le cahier des charges de l'évaluation ex-ante une approche des synergies possibles entre les fonds.